

# Points de mire



## Une réflexion militaire mondialisée

Par Samir Battiss

Chercheur à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM et doctorant à l'Université Paris Panthéon-Assas (Paris II)

### Le Canada, les États-Unis et la Défense

Sur les questions militaires et malgré les arguments de campagne des partis en lice pour les dernières élections fédérales qui ont porté le conservateur Stephen Harper à la tête d'un nouveau gouvernement, les relations canado-américaines sont bonnes. Au sein des nombreuses structures de consultation et d'action conjointe, les militaires des pays continuent de collaborer, travailler ensemble, s'informer et échanger leurs expériences de terrain. Durant la campagne électorale, il a beaucoup été question de bouclier antimissile et de NORAD, mais également de participation ou de non-participation à la guerre en Irak. Par ailleurs, chacun des candidats a présenté aux Canadiens sa vision des forces armées canadiennes (FC), de leur format optimum et de leurs missions. Outre l'aspect fortement financier de l'élaboration d'une politique de défense, le format est conditionné largement par deux facteurs essentiels déjà bien ancrés dans l'inconscient de tout décideur qu'il appartienne à la sphère politique ou militaire :

- l'adaptation perpétuelle des forces armées à l'environnement sécuritaire international et aux menaces naissantes, plus communément désigné sous le vocable de transformation ;
- le caractère plurinational des actions militaires modernes, ce qui implique automatiquement que les militaires peuvent communiquer entre eux, les systèmes interagissant ensemble, le tout selon des procédures respectées par les personnels en vue de mener à bien la mission et atteindre les objectifs fixés. C'est ce que l'on nomme l'interopérabilité.

### Un monde militaire en transformation

En matière de Défense, la seule certitude dans le contexte stratégique actuel et à venir, est que ni les forces armées canadiennes ni celles d'un autre État ne peuvent agir à l'extérieur de leurs frontières sans mettre sur pied une coalition. Cela implique que toutes les règles régissant l'engagement des forces sur un théâtre d'opérations, la doctrine d'emploi des forces, de chacun des États impliqués, convergent. En un mot, les armées doivent être interopérables. L'interopérabilité des forces appartenant à une coalition donnée est la faculté de ces forces à pouvoir opérer ensemble de façon efficace pour répondre à une mission donnée tout en respectant l'autonomie de décision de chacun. Le gouvernement sortant du Canada

en avait fait un des axes majeurs du développement des FC. Il n'y a pas de raison que le nouveau gouvernement revienne sur ce qui est devenu une réalité militaire dont on ne peut faire abstraction.

On distingue généralement trois types d'interopérabilité. L'interopérabilité des procédures a pour but de mettre en place des procédures à respecter dans le domaine de l'échange d'informations, la préparation et la conduite de la manœuvre entre forces. L'interopérabilité des personnels assure, quant à elle, que ceux-ci, isolés ou en corps constitués, peuvent répondre efficacement aux tâches qui leur sont confiées dans le cadre de structures multinationales ou intégrées. Enfin, l'interopérabilité technique, cruciale pour les questions d'armement, vise à assurer que des équipements différents de forces conduites à opérer ensemble ont des interfaces communes permettant aux forces en coalition de remplir leurs missions.

La transformation des forces américaines fut l'impulsion essentielle et a eu des conséquences sur l'ensemble des forces armées des États occidentaux. Les Américains furent les premiers à avoir encouragé les réformes nécessaires en incitant leurs partenaires de l'Alliance Atlantique à consentir des efforts de rapprochement voire de standardisation militaire en adoptant des normes communes et en poussant tous les alliés à s'y conformer. Mais depuis 1999 et la création du Conseil Multinational pour l'Interopérabilité – ou Multinational Interoperability Council (M.I.C) – les réflexions autour de ces questions vont bon train. On fait face ici à une structure peu connue du grand public. Réunissant des États européens (Allemagne, France, Royaume-Uni et bientôt l'Italie), le Canada, les États-Unis et l'Australie, le MIC a pour vocation d'être un forum multinational où l'on tente d'anticiper les problèmes d'interopérabilité et d'y présenter des solutions puis de les évaluer. Le critère d'adhésion n'est pas ethnolinguistique, mais repose sur la capacité à participer à des opérations militaires de grande ampleur et de haute intensité. Ceci fait du MIC un lieu de dialogue transatlantique informel où se côtoient des visions différentes et des puissances militaires expérimentées dans les opérations en coalition. La sixième rencontre annuelle se tint à Québec, les 25-26 mai 2005.

### Le MIC, une structure de réflexion militaire

L'interopérabilité dans un contexte d'opérations (1) en coalition est la raison d'être du MIC. Bien que l'organe principal de celui-ci ne siège pas de manière permanente, il dispose de quatre organes de travail, désignés par l'appellation générique de Multinational Interoperability Working Group (MIWG). Le document le plus important produit par le MIC est le



Unité du CEIM

Vol. 7, no 3 (8 mars 2006)  
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>  
collection dirigée par Pierre Jolicoeur



Coalition Building Guide (CBG- Guide de formation de Coalition) dont le but est de définir la procédure à suivre en vue de la formation d'une coalition multinationale tout en traitant nécessairement des questions d'interopérabilité des forces participantes. On notera au passage l'utilisation du concept de nation-pilote, (2) nation chargée de conduire la coalition, et dont il est donné une définition précise.

Un travail essentiel de réflexion est réalisé par le Doctrine, Plans and Procedures MIWG dans le domaine doctrinal et procédural ainsi que de la planification, toujours dans cette optique de répondre aux exigences d'interopérabilité des opérations en coalition. Ce groupe de travail est à l'origine du Guide et de la définition de nation-pilote, concept en vigueur pour les opérations multinationales telles que perçues par le MIC, distinct de la notion de nation-cadre (3) développée au sein de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) et de l'OTAN. L'élaboration et le développement de l'expérimentation de concepts opérationnels qui prévaudront lors d'opérations de coalition relèvent du Concept Development and Experimentation-MIWG. Pour ce faire, une série d'exercices, désignés par le terme « Expérimentation Multinationale », sont prévues. Le Canada, comme cela a été le cas dans le passé, participera à la quatrième édition de l'exercice d'expérimentation multinationale (Multinational Experimentation 4 - MNE 4) prévu du 27 février au 17 mars 2006.

### L'élaboration et l'expérimentation de concepts

Un concept est l'identification d'un problème accompagné d'une hypothèse pour remédier à la situation. Il peut aussi s'agir de forces de natures diverses exigeant l'élaboration de nouvelles technologies, structures et méthodes administratives ainsi que de nouveaux partenariats.

Les séries d'expérimentations multinationales sont dirigées par le Commandement interarmées des forces américaines (United States Joint Forces Command-USJFCOM). Elles portent autour d'un des concepts centraux développés au sein du MIC, les « opérations fondées sur les effets », (4) de même que sur d'autres concepts, processus et outils connexes. Les participants sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, et l'OTAN. Dans le cas de MNE 4, la Finlande et la Suède jouiront du statut d'observateur. Lors du précédent exercice, le scénario a mis en scène le président afghan déclarant son pays « en crise » et demandant une assistance internationale. Concernant le scénario de cette simulation, les participants devront se servir de ces bases de données et agir comme une coalition virtuelle déployée dans l'Afghanistan d'aujourd'hui.

Les acteurs de cette simulation multinationale sont les organes spécialisés au sein des états-majors. Ainsi aux États-Unis (Suffolk en Virginie) la Direction chargée du Développement et de l'Expérimentation de Concepts Interarmées jouera le rôle d'agent exécutif de la simulation. La France, avec le Centre Interarmées de Concepts de doctrines et

Expérimentations, devrait prendre part à l'exercice alors que c'est depuis des installations basées à Istanbul, en Turquie, que l'OTAN simulera.

Le Canada dirigera des ateliers multinationaux pour pousser encore plus loin la maîtrise de la gestion de données et de la connaissance en vue d'améliorer l'appui à fournir aux opérations basées sur les effets. Le principal acteur canadien sera le Centre d'expérimentation des forces canadiennes (CEFC) eu égard à sa vocation en matière de simulations et d'expérimentation. Ce concept vise à développer un processus pour assurer que les bonnes informations soient fournies aux personnes concernées au bon moment et dans un format ou un affichage compréhensible. Il s'agit de donner aux autorités compétentes la bonne information permettant de mener à bien une opération. La gestion des données et de la connaissance permet une compréhension plus approfondie de l'adversaire. Les données peuvent recouvrir des natures différentes. Elles concernent les motivations, la cohérence et la force de l'adversaire, y compris les systèmes politiques, militaires, économiques, culturels, et idéologiques. Ceci montre à quel point les résultats obtenus par les expérimentations des forces canadiennes et leur exploitation au sein du MIC sont importants.

### Conclusion

Les avis sont partagés sur la nécessité d'une structure telle que le MIC, mais elle reste, cependant, une réalité militaire aujourd'hui prometteuse. C'est le lieu où l'on façonne les coalitions militaires de demain. La présence de puissances européennes, portées par les réalisations récentes de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) et les liens troubles qui unissent le USJFCOM et l'OTAN en pleine transformation, font du MIC un des fora possibles où pourraient se dérouler des discussions et des confrontations entre deux, voire, plusieurs visions de la guerre de demain. Incontournable désormais, il intéresse le Japon et la Corée du Sud qui pourraient y entrer, alors que la l'Italie vient d'y adhérer.

(1) Le terme opération désigne, certes, l'action militaire ou l'exécution d'une mission militaire de caractère stratégique ou tactique, de soutien, d'instruction ou logistique, mais également la conduite du combat comprenant les mouvements, ravitaillements, manœuvres défensives ou offensives, nécessaires à la réalisation de l'objectif ou des objectifs.

(2) Le concept de lead nation ou nation-pilote prévoit que les états-majors des nations participantes restent entièrement nationaux, mais il est prévu des éléments de liaison affectés durablement à l'état-major de la nation pilote.

(3) Le concept de framework Nation prévoit que l'une des nations participant à la coalition est responsable du commandement, de l'administration et du soutien logistique du quartier général.

(4) « processus pour atteindre un effet stratégique recherché, ou « effet » sur l'ennemi, à travers l'application synergétique, multiplicative et cumulative de toute la panoplie des capacités militaires et civiles aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique. » (Glossaire américain du Commandement des Forces Interalliées),